

CHRONIQUE D'UN ÉTÉ MÉDITERRANÉEN

X Recherche gauche algérienne désespérément

Les républicains et les démocrates ont été la principale force qui a fait capoter les projets d'anéantissement de l'Algérie républicaine. Cette force a lutté pour que la République algérienne démocratique et populaire ne sombre pas. Des hommes ont mis la défense des valeurs républicaines au-dessus de toutes les autres considérations. Parmi ces principes constants, figure en bonne position la sauvegarde des maigres acquis de la démocratie politique bâtie après le 5 Octobre 1988. Pour réaliser cette tâche historique, cette force a mis de côté ses différends idéologiques et toutes les chicanes théoriques qui caractérisent généralement la vie politique.

Au cours de la longue décennie de feu et de deuil qui fut également celle de l'espoir, il y n'y avait qu'une seule priorité : sauver la république ! Une fois cette cause sacrée accomplie, il aurait été normal que le débat idéologique reprenne le dessus et que les différentes formations politiques reviennent à la ligne de départ, c'est-à-dire qu'elles reprennent leurs identités politiques. Car, il serait illusoire de penser qu'une parade agitée autour d'une vague amnistie générale peut constituer un programme politique alternatif.

Le débat de fond doit invariablement tourner autour des nouveaux choix imposés à notre pays. Les partis doivent se définir clairement par rapport à ces questions cruciales, au lieu de se cacher derrière le soutien au programme du président de la République ! Aujourd'hui, toute la classe politique est appelée à se prononcer sur la politique ultra-libérale en cours, politique qui éloigne l'Algérie indépendante de ses textes fondateurs, comme la charte de Tripoli, et de l'esprit même de la révolution de Novembre. S'il est admis que des réformes audacieuses — retardées pour différentes raisons — doivent être nécessairement menées pour «mettre à niveau» un pays qui a longtemps vécu de la rente pétrolière, il semble que l'on ait confondu ouverture avec ultralibéralisme.

Cette politique ne règlera pas les problèmes fondamentaux de l'Algérie. L'expérience a lamentablement échoué dans des pays mieux préparés et il n'y a pas de raison qu'elle réussisse ici. Curieusement, nos dirigeants découvrent les bienfaits de cette politique au moment même où les néolibéraux eux-mêmes commencent à douter du bien-fondé de leur théorie et qu'une réflexion en profondeur s'installe, aussi bien dans les pays développés que dans le Tiers-Monde, sur la nécessité de revoir les théories d'une libéralisation à outrance. Pour preuve, les secousses provoquées par les votes français et néerlandais sur le projet de constitution européenne et l'émergence d'un fort mouvement social et citoyen qui bouscule l'ordre établi, ainsi que les soubresauts qui secouent l'Amérique latine ou les interrogations d'une Asie revenue des chimères d'un capitalisme qui a subitement perdu de sa superbe derrière les vitrines de luxe.

En fait, une question se pose aujourd'hui à nos élites politiques : le soutien de l'amnistie n'est-il pas aussi le soutien d'un programme politique — refilé en formule concomitante — qui met en péril les équilibres sociaux, crée un large fossé entre une minorité de riches et une immense majorité de déshérités, réduit la classe moyenne et installe davantage d'exclusion et de marginalisation qui agiront, tôt ou tard, comme l'étincelle qui rallumera la mèche ? A l'ouvrier qui pose le problème d'un salaire qui est certainement le plus bas du Bassin méditerranéen : une réponse du style «il faut d'abord soutenir l'amnistie» est-elle convaincante ? Les producteurs honnêtes qui ont résisté à la tentation de l'import-export et qui sont totalement délaissés par l'Etat, seront-ils satisfaits par cette formule toute faite : «La réconciliation est la solution à tous nos problèmes» ? Il faudra bien se prononcer un jour sur ces choix, dans la clarté d'un positionnement idéologique et d'un ancrage politique qui permettront à chacun d'affirmer

clairement son orientation. Quant à ceux qui, du haut du gouvernement, agitent des théories prônant l'abandon de l'idéologie et favorisant la technocratie, il serait utile de leur rappeler que leur politique porte bien un nom et que l'idéologie qui supporte leur programme économique est trop connue pour qu'ils s'en cachent !

Quant aux autres partis de l'opposition, et notamment ceux qui continuent d'afficher une étiquette de gauche, le temps est, nous semble-t-il, venu de se «mouiller» davantage car il y a péril en la demeure. Le PT de Louisa Hanoun le fait bien ! Une prise directe avec la réalité socio-économique et l'abandon de «l'enfermement» théorique et intellectuel leur ouvrirait les portes d'un travail politique efficace et rentable à moyen terme.

Qu'ils sachent surtout que si la République a été sauvée, on ne peut pas dire autant des ouvriers, des mineurs, des femmes de ménage, des enseignants, des chômeurs, des agriculteurs qui ne sont pas «dans le coup» du programme d'aide, des fonctionnaires honnêtes et des travailleurs non déclarés !

Entre ceux qui font du soutien à l'amnistie leur unique commerce politique et ceux qui continuent de faire de la défense de la République leur principale préoccupation, le risque n'est-il pas réel d'occulter les véritables périls qui menacent notre peuple ?

En d'autres termes, y a-t-il une vraie gauche algérienne, capable de transcender ses différends idéologiques et ses querelles de clocher pour venir au secours des travailleurs et des déshérités ? Une gauche qui n'aura pas honte de prôner la poursuite de la politique sociale de Boumediène — stoppée par les appétits des trabendistes qui n'ont rien apporté au pays — et qui essayera, par les moyens de la mobilisation pacifique, de rallumer la flamme de la Révolution dans le cœur de ces millions abasourdis par la résurgence des nouveaux colons, inquiets

pour leur avenir et vivant dans une angoisse permanente.

Il faut avoir confiance dans la classe ouvrière, car c'est elle qui a sauvé l'outil de production lorsqu'il fallait garder les usines et s'opposer à ceux qui voulaient les brûler, c'est elle qui a créé la richesse au moment où le pays n'avait plus les moyens d'importer le minimum vital et que les financiers étrangers se détournaient de nous, c'est elle qui a donné un sens à l'honneur et au patriotisme quand certains préféraient voir les choses de loin ! La démocratie ne peut être un luxe réservé à une élite de professionnels de la politique engagés dans des joutes oratoires se soldant toujours par l'inévitable «oui» aux projets du pouvoir. Si la démocratie ne sert que la cause du capitalisme, en adoptant les lois de dénationalisation des richesses nationales et instaurant la paupérisation généralisée des masses, elle s'éloignerait du sens que nous lui donnons. A quoi serviraient une démocratie et une liberté qui ne prendraient pas en charge les intérêts de l'immense majorité des Algériens. Et ne faut-il pas revisiter, à la lumière de ces grands changements, la célèbre phrase du défunt Amirat : «Entre l'Algérie et la démocratie, je choisis l'Algérie» ?

En fait, aujourd'hui se pose le problème fondamental du rôle de la politique et de ce que nous voulons faire réellement avec la démocratie : si elle ne doit servir qu'à appuyer ceux qui gouvernent et dont l'orientation capitaliste ne fait plus aucun doute, autant dire qu'elle ne vaut pas tous les sacrifices menés pour elle par les anciens et les nouveaux martyrs !

Les militants socialistes ont aujourd'hui l'occasion de renouer avec les traditions de lutte et de solidarité qui ont marqué le long parcours de la grande gauche algérienne. S'il est vrai que la surdose de politisation et de discours démagogiques ont créé un phénomène de rejet chez de larges pans du peuple, il reste que cette situation ne saurait justifier l'abandon



Par Maamar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

de la lutte et le laisser faire. La tâche n'est pas facile. Elle est rendue encore plus complexe par le regroupement du pôle présidentiel qui ressemble, par sa philosophie, ses faits et gestes, à un nouveau parti unique. A cette différence que l'ancien parti unique avait une direction collégiale et obéissait à une ligne politique claire. Quant au nouveau, il puise son orientation dans les discours d'une seule personne. La tâche est difficile, mais pas impossible. Il faut simplement redécouvrir les mérites de l'action en vue de remobiliser les travailleurs autour de la défense de leurs acquis, s'opposer au bradage de 1200 entreprises, dont beaucoup ont une gestion financière saine, et faire la jonction avec les mouvements citoyens.

En conclusion, je vous invite fraternellement à méditer ce passage d'un message de Jules Ferry :

«Quand l'énergie passionnée des consciences ouvrières a pu, sans aucun droit légal, sans aucune ressource d'organisation publique, sauver de l'oubli mortel et du désastre définitif la liberté et le socialisme, comment ne serait-elle point assurée de la victoire, disposant maintenant des moyens d'action multiples que le prolétariat a conquis ?»

M. F.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



DIS-MOI UNE BONNE FOIS POUR TOUTES QUI TU SUIS-JE ?

«Ben Ali reçoit Kadhafi à Tunis.»

Un grand moment de démocratie !

Le ministre de l'Intérieur vient d'assurer, en public, donc devant témoins, qu'il «ne sera pas le ministre de l'Intérieur qui signera l'agrément d'un parti que dirigerait Madani Mezrag». Le ministre de l'Intérieur, dans une précédente déclaration publique, donc devant témoins là aussi, avait juré qu'il «ne serait pas le ministre de l'Intérieur qui signera le retour officiel du FIS à l'activité politique». Le ministre de l'Intérieur, dans une précédente déclaration à la précédente qui précédait la précédente, a déclaré publiquement, donc devant des témoins de plus en plus fatigués d'attendre le bon moment pour témoigner, qu'il «ne sera pas le ministre de l'Intérieur qui annoncera un autre vainqueur aux élections présidentielles de 2004 que Abdelaziz Bouteflika». Je trouve que Monsieur le Ministre passe son temps à nous dire quel ministre de l'Intérieur il ne sera pas. Et si, pour changer un petit chouïa, il nous disait quel ministre de l'Intérieur il est ? Au moins, là on pourrait l'aider, de mémoire. Et de

mémoire courte, puisque ça s'est passé il y a moins de 48 heures, nous pouvons lui rappeler qu'il est le ministre de l'Intérieur qui a ordonné de bastonner, pour la deuxième fois de suite en moins de deux semaines, des enseignants en grève de la faim. De mémoire, encore, nous pouvons aussi lui rappeler qu'il est le ministre de l'Intérieur qui annonce cycliquement que les terroristes ne sont plus que 600, 458, 593 ou 778,5, que leurs jours sont comptés, qu'ils ont faim et froid et qu'ils rêveraient de rentrer chez eux pour avaler un bol de bouillon Roicco. De mémoire, toujours, nous pourrions lui rappeler qu'il est le ministre de l'Intérieur qui se félicite, à chaque élection, que celle-là ait été plus propre que celle qui l'a précédée, nous amenant à nous interroger sur l'état de propreté générale de la lingerie du système et de sa chaîne de pressings. Mais au final, entre celui qu'il ne sera jamais et celui qu'il s'avère être, ça serait tout de même mieux qu'il nous dise une bonne fois pour toutes qui il suis-je ? Pour reprendre la bonne formule de l'ami Fellag. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.